



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration FSU

Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur, Madame la Vice-Présidente, mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN se tient dans un contexte grave aussi bien d'un point de vue sécuritaire que sanitaire. Le 16 octobre dernier, Samuel Patty était assassiné parce qu'il enseignait la liberté d'expression. Assassiner, un professeur d'histoire-géographie en charge de l'enseignement moral et civique, c'est s'attaquer au cœur de notre société.

La FSU a signé, avec 24 autres associations et organisations syndicales, un communiqué qui réaffirme la place essentielle de l'École publique et laïque. Elles rappellent ainsi que "chaque jour, les personnels de l'éducation nationale contribuent à construire une République unie et fraternelle" et que « c'est par une politique ambitieuse d'éducation dans le cadre de l'École publique et laïque » et « par une politique de justice sociale que nous ferons reculer les périls obscurantistes et garantirons nos libertés. »

La situation sanitaire continue de s'aggraver pour l'ensemble du pays et dans les milieux scolaires faute de mesures à la hauteur des enjeux et parce que le Ministre s'enferme, s'enferme depuis 8 mois maintenant dans les contre-vérités et le déni.

Déni quant à la situation épidémiologique en milieu scolaire alors que d'après les propres chiffres de l'institution, la contamination est au moins deux fois plus importante que dans la population dans son ensemble chez les personnels de l'académie entre fin septembre et mi-octobre par exemple. Contre-vérité quant à l'ensemble des données du Ministère sur le nombre de cas positifs en école et en établissement puisque les données de Santé Publique France recensent 6 fois plus de cas pour la totalité des données nationales. Déni quant aux ratés de la transmission des données au sein de l'Education Nationale. Déni quant aux risques encourus par tous en raison de la non- gratuité des masques pour les élèves, ce qui aboutit à un port de masque souvent prolongé et dangereux. Déni quant à la possibilité voire l'efficacité de l'aération. Déni quant à l'impossibilité de faire respecter la distanciation en classe, en récréation, dans les couloirs, à la cantine ou dans les internats...Déni enfin quant à la désinfection et au nettoyage insuffisants dans nombre d'écoles ou d'établissements.

Il aura fallu 5 jours de mobilisation dans les lycées pour que le Ministre concède un passage en 1/2 groupes. Cela n'est pas suffisant. Nous demandons des 1/2 groupes et des allègements d'effectifs dans les collèges et les écoles. C'est la seule solution pour limiter les brassages à tous les moments de la journée des élèves. C'est la seule solution pour éviter la catastrophe d'une nouvelle fermeture. Le premier confinement a été dévastateur pour de nombreux élèves : nous l'avons dit dès le printemps, le bilan des évaluations vient de le confirmer puisqu'il souligne l'aggravation des inégalités. C'est aussi la seule solution pour que tous les enseignements soient dispensés sur un mode non dégradé, avec le matériel et les salles adéquates. Nous demandons urgemment des moyens, le recrutement sur les listes complémentaires, des moyens en vie scolaire, des moyens en remplacement... et un plan de recrutement pluri- annuel. Au lieu de cela, et en pleine pandémie, ce sont 1800 postes qui vont être supprimés dans le second degré pour la rentrée 2021... Au lieu de cela, le Ministre continue de s'enfermer dans le leurre du numérique et les pressions sur les personnels

se multiplient pour qu'ils prévoient double travail ou qu'ils soient prêts en cas de fermeture. Prêts à quoi au juste? A constater l'impossibilité pour nombre de leurs élèves d'apprendre, seuls, en dehors de l'école ? La vérité aujourd'hui, c'est que rien n'a été anticipé pour limiter les effets sanitaires et scolaires de cette 2^e vague. La vérité c'est que rien n'est fait pour en prévoir les effets sur les mois et peut-être les 2 ans qui viennent parce que le vaccin n'est pas pour janvier 2021. La vérité c'est que rien n'est prévu en termes d'aménagements de programmes et d'examens. Que le seul petit aménagement prévu à ce jour concerne les stages de 3^e. rendus facultatifs. La vérité, c'est que rien non plus n'est prévu pour protéger correctement les personnels vulnérables -il suffit de lire la dernière circulaire de la DGAFP- ou pour protéger tout simplement les conjoints ou enfants vulnérables de personnels au travail. La vérité, c'est aussi que rien n'est prévu pour que les personnels infirmiers scolaires puissent continuer leurs missions "habituelles "auprès des élèves (compte tenu du contexte, le nombre de passages en infirmerie explose) et effectuer les tests anti- géniques... Mais peut-être y a-t-il même une forme de cynisme derrière tout cela et des arrières pensées idéologiques. Qui visent à entériner un éclatement de fait de l'Education Nationale puisque tout ou presque est renvoyé au local. Qui visent aussi à entacher l'image du Service Public au profit d'officines privées. Et qui visent de fait à abandonner une partie des élèves et des personnels. C'est une conception diamétralement opposée que nous portons à la FSU. Nous soutiendrons toutes les initiatives locales en ce sens.